

## Black Profs comme black bloc ou pour une allusion à Black Rock

Communiqué de presse de l'AG Éducation du Gers



Black Profs comme black bloc ou pour une allusion à Black Rock

Ce vendredi 24 janvier, au 51<sup>e</sup> jour de la contestation contre la réforme des retraites, un collectif d'enseignants a mené différentes actions afin de signifier au gouvernement sa détermination à poursuivre la lutte. En marge de la manifestation organisée par l'intersyndicale, ils ont tenu à interpellier les différents acteurs de cette réforme, à savoir l'État bien sûr, mais aussi les sociétés d'assurance et les banques, grandes gagnantes de cette réforme.

Des membres du collectif ont ainsi investi une agence Axa de la ville en distribuant un tract reproduisant une publicité de la compagnie de juillet 2019 qui annonçait déjà "une potentielle dégradation" des retraites et la "baisse programmée des futures pensions" avec la réforme, et invitant ses clients à investir dans la retraite par capitalisation...



Ce fut ensuite au tour des élus d'être interpellés par l'occupation de la mairie et le déploiement d'une banderole sur sa façade au moment du départ de la manifestation Place de la Libération.



Devant une agence du Crédit Agricole, ces professeurs mobilisés ont crié leur colère, habillés de noir, en deuil de l'Éducation Nationale et plus généralement d'un projet de société fondé sur la solidarité, en scandant qu'ils n'étaient « pas dupes » des manœuvres de ce gouvernement au service de la finance.

Ces actions sont dans la continuité de celles menées dans la semaine auprès des services de l'Éducation Nationale et de la « retraite aux flambeaux » de jeudi soir : la mobilisation est toujours importante et cherche à se diversifier par la création, comme un peu partout en France ces derniers temps, de ce « Blackprof », mouvement rappelant l'idée du black bloc, mais aussi le nom du leader mondial de la retraite par capitalisation, Black Rock, dont le dirigeant français a été décoré de l'ordre d'officier de la légion d'honneur par Emmanuel Macron, le 1er janvier.



AG Éducation du Gers